

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

**Procédure n°ASNR-2025-013 DAB 2025**

**Distribution automatique de boissons chaudes, de  
boissons fraîches et d'aliments sur les sites ASNR de  
Fontenay-aux-Roses (92), Le Vésinet (78), Saclay (91),  
Orsay (91), Montrouge (92), et Cadarache (13)**

**Nom et adresse du pouvoir adjudicateur**

**ASNR  
15 rue Louis Lejeune,  
92120 Montrouge**

**Adresse internet : <https://www.asnr.fr/>**

**Profil acheteur du pouvoir adjudicateur : [https://www.marches-  
publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise)**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 2.	FORME, MODE DE PASSATION, ALLOTISSEMENT, TRANCHES ET DUREE 4	
ARTICLE 3.	MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	6
ARTICLE 5.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	6
ARTICLE 6.	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	12
ARTICLE 7.	PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	12
ARTICLE 8.	MODALITES DE PAIEMENT .....	14
ARTICLE 9.	CLAUDE DE REEXAMEN.....	16
ARTICLE 10.	PLAN DE PROGRES.....	17
ARTICLE 11.	PRESTATIONS SIMILAIRES .....	17
ARTICLE 12.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	18
ARTICLE 13.	OBLIGATIONS DE L'ASNR.....	18
ARTICLE 14.	PENALITES .....	19
ARTICLE 15.	NANTISSEMENT .....	19
ARTICLE 16.	DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET EXECUTION DES PRESTATIONS A SES FRAIS ET RISQUES .....	19
ARTICLE 17.	RESPONSABILITES ET ASSURANCES .....	20
ARTICLE 18.	DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	20
ARTICLE 19.	RESILIATION.....	21
ARTICLE 20.	REGLEMENT DES DIFFERENDS .....	22

<b>ARTICLE 21. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 22. ANNEXES AU CCAP.....</b>	<b>22</b>

## **ARTICLE 1. OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE**

### **1.1 OBJET**

L'accord-cadre a pour objet la mise à disposition :

- d'une offre de boissons chaudes et de friandises, canettes, et boissons fraîches (distributeurs mixtes) par le biais de machines adaptées à la consommation sur chacun des sites de Fontenay-aux-Roses (92), Le Vésinet (78), Saclay (91), Orsay (91), Montrouge (92), et Cadarache (13), ainsi qu'à l'approvisionnement régulier de ces distributeurs automatiques,
- de machines à café (à capsules ou à grains) implantées dans certaines unités de l'ASNR,
- ainsi qu'à la manutention, la maintenance et l'entretien de ces machines.

Les spécifications techniques des prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1.2 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE**

Les prestations s'exécuteront sur les sites ASNR de Fontenay-aux-Roses (92), Le Vésinet (78), Saclay (91), Orsay (91), Montrouge (92), et Cadarache (13).

Les prix mentionnés dans l'annexe financière du marché comprennent tous les frais de déplacements inhérents à l'exécution des prestations, à l'exception de ceux induits par une mauvaise manipulation ou entretien par l'ASNR des machines à café autonomes implantées dans certaines unités.

En cas de maintenance curative associée, les frais de déplacements seront facturés à l'ASNR sur la base des prix mentionnés au sein de l'annexe financière.

## **ARTICLE 2. FORME, MODE DE PASSATION, ALLOTISSEMENT, TRANCHES ET DUREE**

### **2.1 FORME**

En application de l'article R2162-2 du Code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire (article L2125-1.1°) exécuté en partie par :

- l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique,
- la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R2162-7 à R2162-9 du Code de la commande publique.

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées.

## 2.2 MODE DE PASSATION

Compte tenu de ses caractéristiques, le présent **marché de fournitures** est passé :

- sous le régime de la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert telle que définie aux articles L2124-2, au 1° de l'article R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique,
- avec des modalités de publication conformes aux dispositions du 1° de l'article R2131-16 du Code de la commande publique : publication d'un avis de marché dans le Bulletin officiel des marchés publics (BOAMP), au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE), et sur le profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

<b>Code(s) CPV</b>	42968100-0 Distributeurs de boissons 50800000-3 Services divers d'entretien et de réparation
--------------------	---

## 2.3 ALLOTISSEMENT ET TRANCHES

Conformément à l'article L2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est alloté géographiquement, et comporte deux (2) lots :

N° de LOT	Périmètre géographique couvert
LOT n°1	Fontenay-aux-Roses (92), Le Vésinet (78), Saclay (91), Orsay (91), Montrouge (92)
LOT n°2	Cadarache (13)

Il ne comporte pas de tranches optionnelles, au sens de l'article R2113-4 du Code de la commande publique.

Le lot n°1 comporte une offre de base, ainsi qu'une variante technique obligatoire, telles que détaillées dans le CCTP, et dont les modalités de présentation et de notation sont précisées dans le Règlement de la Consultation (RC).

## 2.4 DUREE

Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification au titulaire.

Le démarrage effectif d'exécution des prestations est fixé au 01/10/2025, afin de tenir notamment compte des opérations inhérentes au retrait et/ou à la mise en place et installation des machines sur les sites ASNR.

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de deux (2) ans à compter de la date de démarrage effectif d'exécution des prestations, reconductible tacitement deux (2) fois pour une période de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, l'ASNR notifie sa décision au titulaire par voie électronique au plus tard deux (2) mois avant la date de fin d'exécution de la période concernée.

Le titulaire sera tenu de respecter ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre et/ou du dernier bon de commande émis, et au-delà, si nécessaire concernant la confidentialité.

### **ARTICLE 3. MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu sans minimum en valeur ou en quantité, et avec un montant maximum correspondant sur sa durée totale d'exécution à :

N° de LOT	Montant maximum en € HT
LOT n°1	650.000,00 € HT
LOT n°2	40.000,00 € HT

### **ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

L'accord-cadre est constitué des pièces contractuelles désignées ci-dessous, par ordre décroissant de priorité, et dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'ASNR font seuls foi :

- l'acte d'engagement et ses annexes, dont l'annexe financière ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
- l'offre technique du titulaire.

Toute clause portée dans la proposition ou la documentation quelconque du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'intégralité de l'accord est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont tout particulièrement concernées par cette disposition.

### **ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les modalités de suivi de la prestation sont celles mentionnées dans le CCTP, ou définies conjointement par les parties.

Suite à la notification de l'accord-cadre et antérieurement à la date de démarrage d'exécution des prestations, une réunion de démarrage est organisée par l'ASNR, dont la date sera proposée au titulaire.

Durant la phase de démarrage d'exécution des prestations, et avant d'aboutir à un mode de fonctionnement qui soit pleinement opérationnel pour les deux parties, diverses réunions de suivi du lancement de l'accord-cadre pourront être prévues.

Les réunions de suivi d'exécution des prestations interviendront à la fréquence et selon les modalités pratiques (sur site, en visioconférence, ...) définies conjointement par les parties.

#### **5.1 LIVRAISON, INSTALLATION DES MACHINES ET MISE A DISPOSITION**

Les machines sont livrées sur les sites ASNR ci-dessous identifiés :

	Site concerné	Adresse de livraison
LOT 1	Fontenay-aux-Roses (92)	31, avenue de la Division Leclerc 92260 Fontenay-aux-Roses
	Le Vésinet (78)	31 rue de l'Écluse 78116 Le Vésinet
	Saclay (91)	Centre CEA de Saclay Unité PSN RES/SCA situé aux bâtiments 450 et 389 91191 Gif-sur-Yvette
	Orsay (91)	Pôle PSE SAME/LMRE Bâtiment 501 Bois des Rames situé sur le campus universitaire d'Orsay
	Montrouge (92)	15, rue Louis Lejeune 92120 Montrouge
LOT 2	Cadarache (13)	ASNR/DSSP/DCAD/SESA-CAD Bâtiment 229 BP 3 13115 Saint Paul Lez Durance cedex

Le délai de mise en service des machines est mentionné dans l'offre du titulaire, le planning prévisionnel de déploiement étant convenu d'un commun accord entre les parties postérieurement à la notification du marché.

Conformément à la procédure d'installation et mise à disposition décrite à l'article 3 du CCTP, une fois les machines livrées, installées et en état de fonctionnement, l'ASNR établira un procès-verbal visant à formaliser sa décision d'admission des fournitures livrées par le titulaire du marché, signé par les parties, et complété le cas échéant d'un certificat d'installation.

Le procès-verbal mentionne notamment la date de mise en service, ainsi que la date de commencement de facturation.

## 5.2 SUIVI DE LA PRESTATION

Les prestations décrites dans le CCTP sont exécutées en étroite collaboration avec les représentants de l'ASNR, et conformément à l'article 4.7 du CCTP.

## 5.3 EVOLUTION DU PARC DES MACHINES

### 5.3.1 En cours d'exécution de l'accord-cadre

Les modalités d'ajout, de substitution ou de retrait des machines sont mentionnées à l'article 4 du CCTP, étant précisé que cette évolution est formalisée par l'établissement par l'ASNR d'un procès-verbal contradictoire complété d'un état à date du parc de machines du site concerné, ainsi que le cas échéant d'un certificat d'installation.

Si le retrait ou la mise en service d'une machine a lieu :

- Au plus tard le 15 du mois, les prestations sont facturées sur le mois  $m$  en cours,
- Après le 15 du mois, les prestations sont facturées sur le mois  $m+1$ .

### 5.3.2 En fin d'exécution de l'accord-cadre

Il incombe au titulaire en fin de période d'exécution de l'accord-cadre et sur demande écrite préalable de l'ASNR, de procéder au retrait des machines dans les deux (2) semaines qui précèdent la date de fin du marché.

Le retrait se fera de façon progressive durant cette quinzaine pour permettre à l'ASNR de continuer à disposer de quelques machines en parfait état de fonctionnement jusqu'au dernier jour d'exécution du contrat, étant précisé que les machines mixtes ne pourront être retirées que le dernier jour d'exécution du marché.

Le nombre exact de machines à retirer, leurs types, les emplacements concernés et le calendrier associé sont définis conjointement par les parties.

Le retrait des machines fait l'objet d'un inventaire contradictoire de clôture du marché qui recense les appareils réellement mis à disposition de l'ASNR, et ceux retirés.

Le non-respect des délais ci-dessus mentionnés, ou la détérioration des locaux ou installations d'électricité ou d'eau notamment emportera application d'une pénalité forfaitaire de cinq cents (500) € par manquement.

## 5.4 INTERLOCUTEURS DE L'ACCORD-CADRE

### 5.4.1 Interlocuteurs ASNR du titulaire

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les référents de l'ASNR sont :

	LOT n°1	LOT n°2
<b>Interlocuteur technique</b>	Monsieur Stephane WARTEL ASNR/DSSP/DDIS/SMR/CIL stephane.wartel@asnr.fr +33 1 58 35 70 34	Monsieur Jean-François BANTI ASNR/DSSP/DCAD/SESA-CAD jean-francois.banti@asnr.fr +33 4 42 19 94 73
<b>Adresse pour les correspondances</b>	ASNR A l'attention de Monsieur WARTEL ASNR/DSSP/DDIS/SMR/CIL 31 avenue de la Division Leclerc 92260 Fontenay-aux-Roses	ASNR A l'attention de Monsieur Jean-François BANTI ASNR/DSSP/DCAD/SESA-CAD 13115 Saint-Paul-Lez-Durance
<b>Interlocuteur achats</b>	Madame Inès SEKOL, ASNR/DAF/SAC/CCA : ines.sekol@asnr.fr	

Ils sont les interlocuteurs principaux du titulaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

### 5.4.2 Interlocuteurs du titulaire

Le nom de l'interlocuteur dédié du titulaire pour l'ASNR est mentionné dans son offre (nom, les coordonnées professionnelles et les références de l'interlocuteur dédié de l'ASNR, en charge de l'exécution et du suivi des prestations.



Le titulaire veillera à s'organiser pour qu'en cas d'absence ou d'indisponibilité de l'interlocuteur dédié, un remplacement formé aux spécificités de l'accord-cadre ASNR puisse le remplacer le cas échéant, dont les coordonnées sont communiquées dans son offre.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à affecter les moyens humains et matériels nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Lorsque le personnel du titulaire est amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'ASNR, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur les sites de l'ASNR. De plus, les données auxquelles ces intervenants ont accès étant confidentielles, il appartient au titulaire de sensibiliser les intervenants sur ces points et de les faire respecter.

#### 5.4.3 Remplacement des interlocuteurs du titulaire

En cas de remplacement d'un ou de plusieurs interlocuteurs, le titulaire doit en aviser l'ASNR par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés et, par la même occasion, désigner un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, en veillant à communiquer son nom, ses coordonnées professionnelles, ses références, ainsi que son CV, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'interlocuteur doit nécessairement avoir été formé à l'ensemble des spécificités, fonctionnalités et procédures du domaine auquel il est affecté.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'ASNR ne s'y oppose pas pour un motif légitime dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date d'envoi de la lettre. Si l'ASNR récusé le remplaçant, le titulaire dispose de dix (10) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer l'ASNR.

### 5.5 PASSATION DES BONS DE COMMANDE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre :

- **sa notification au titulaire vaut bon de commande pour initier l'exécution des prestations,**
- les ordres de services émis par l'ASNR (valant bon de commande) :
  - permettent de commander les fournitures et consommables pour les machines autonomes des unités (café en grains, chocolat, boissons solubles et pré-dosés, thés et infusions, gobelets/couvercles/agitateurs/sucre, et autres produits d'entretien des machines dont notamment les cartouches/pastilles/détergents),
  - ainsi que les sachets de jetons pour les distributeurs automatiques, les gobelets et autres fournitures/consommables dont les prix unitaires figurent sur l'annexe financière du marché.

*Les cafés moulu, capsules, gourmandises, petits-déjeuners, vaisselles et autres accessoires pour le café et thé ne sont pas inclus dans le périmètre du présent accord-cadre.*

- valent marchés subséquents.

Si l'exécution des prestations décrites dans le CCTP nécessite de mettre en œuvre des prestations complémentaires en lien avec l'objet du marché non chiffrées dans l'annexe financière, mais nécessaires à l'accomplissement des prestations, l'ASNR demandera au titulaire un devis préalable, qui en cas

d'acceptation fera l'objet de l'émission par l'ASNR d'un ordre de service cosigné par les parties et notifié au titulaire, valant marché subséquent.

Pour ce faire, l'ASNR lui communique un descriptif de la prestation à réaliser comportant :

- la référence interne ASNR et la description succincte de la prestation à exécuter,
- le cas échéant, la spécification détaillée de la prestation à exécuter si sa description succincte ne suffit pas à la décrire suffisamment,
- les dates prévisionnelles d'exécution des prestations.

Sur la base de ce descriptif, le titulaire doit répondre dans un délai maximum de cinq (5) jours et proposer un devis comportant notamment pour chaque prestation identifiée :

- les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de la prestation,
- le planning détaillé de la prestation,
- le prix de la prestation.

En cas d'approbation du devis, l'ASNR émet un ordre de service mentionnant à minima :

- la référence au présent marché ;
- la date de la commande et le numéro d'ordre de service (au format 34xxxxxx ou 32xxxxxx valant n° d'engagement juridique associé) ;
- la désignation et l'adresse de l'émetteur de la demande ;
- le(s) numéro(s) d'identification et la description succincte de(s) la prestation(s) commandée(s) (en annexant éventuellement les spécifications détaillées) ;
- les dates d'exécution ;
- les montants HT et TTC de la prestation conformes aux prix indiqués dans le devis ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable ;

Les ordres de services peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est celle indiquée en leur sein, durée qui ne peut cependant avoir pour effet de prolonger la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation de remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

En ce sens, la durée d'exécution d'un ordre de service émis le dernier jour de validité de l'accord-cadre ne saurait excéder trois (3) mois.

## **5.6 DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécution des prestations sont ceux mentionnés dans le CCTP et pourront être précisés par l'ASNR au moment de la réunion d'enclenchement et dans chacun ordre de service émis.

Ces délais sont indicatifs et peuvent être prolongés d'un commun accord entre les parties par échange de mails entre l'ASNR et le titulaire.

## **5.7 REMISE DES LIVRABLES**

Les livrables de la prestation sont décrits à l'article 4.8 du CCTP, leur réception étant réalisée suivant le principe défini ci-dessous :

- analyse par l'ASNR du livrable pour vérification ;
- version finale du livrable :

- si le livrable est accepté sans remarque ; avec des remarques mineures, le titulaire prend en compte les éventuelles remarques et représente le livrable en incrémentant l'indice (exemple indice 1, un seul aller-retour pour des corrections mineures donne l'indice 1.1) ;
- si le livrable est refusé avec remarques, le titulaire traite ces remarques et soumet, dans un délai à définir d'un commun accord entre les parties, une nouvelle version du livrable à l'indice supérieur pour approbation. Le délai ouvert au titulaire pour présenter à nouveau les livrables après ajournement ne constitue pas une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

## **5.8 PROPRIETE INTELLECTUELLE**

L'ASNR est titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle pouvant naître à l'occasion du présent marché.

Le titulaire cède à l'ASNR, automatiquement et au fur et à mesure de leur réalisation, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle des différents éléments qui pourraient résulter de l'exécution des prestations, objet du marché, tels que le fichier de saisie, et les livrables au sens large, rapports et études et ne conserve pour lui-même aucun de ces droits.

Ainsi, le titulaire cède exclusivement à l'ASNR, pour toute exploitation et sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu, l'ensemble des droits d'auteur attachés aux prestations, à savoir :

- le droit de reproduction en tout ou partie de l'élément considéré, par tout moyen, notamment par impression, procédés analogues et sur tout support actuel ou à venir, connu ou inconnu, notamment papier, support numérique et site internet ;
- le droit de représentation, publication et édition en tout ou partie de l'élément considéré, par tout procédé, notamment dans le cadre de présentation ou projection publique, par affichage, exposition, enregistrement numérique, disque multimédia ;
- les droits d'édition, d'adaptation, de correction, développement, traduction en tout ou partie de l'élément considéré, sous toute forme ;
- le droit d'utilisation, de diffusion au public, d'utilisation et d'exploitation de tout ou partie l'élément considéré, par tout moyen, sur tout support notamment papier, support numérique ou produit de merchandising, à titre gratuit ou onéreux.

La cession est consentie pour le monde entier, et pour la durée de protection de chaque élément considéré par le droit d'auteur.

En outre, l'ASNR pourra céder ou concéder librement les droits précédemment mentionnés à des tiers. L'ASNR aura la faculté de procéder, en son nom propre, à toutes formalités en vue de la préservation des droits ainsi cédés. Ainsi l'ASNR est autorisé à procéder en son nom à tout dépôt de dessin et modèle, ou de marque, ou brevet, pour tous les éléments résultant de la réalisation de la prestation. L'enregistrement des titres de propriété intellectuelle en tous pays, qui pourrait être effectués, sera la propriété définitive et irrévocable de l'ASNR.

## **5.9 OPERATIONS DE VERIFICATION ET DE RECEPTION**

La constatation de l'exécution des prestations concernant les livrables, tels que définis à l'article 4.8 du CCTP, fait l'objet d'une réception prononcée à la remise desdits livrables, après acceptation de celles-ci sans réserve par l'ASNR.

Cette acceptation sera formalisée par un PV de réception.

## **5.10 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE**

Le titulaire mettra en œuvre une démarche environnementale tout au long de la prestation ; il veillera notamment à :

- privilégier les modes de transport doux respectueux de l'environnement ayant le moins d'impacts sur ses émissions de gaz à effet de serre (GES),
- porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions de GES, l'écoconduite, ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

En outre, le titulaire s'engage à promouvoir l'égalité, la diversité et l'inclusion sociale dans son entreprise à minima, voire dans le cadre de l'exécution des prestations, et s'engage à réaliser des actions d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire présentera à minima à chaque date anniversaire du marché un bilan des mesures et actions entreprises sur l'année écoulée tant au niveau de son entreprise, que de l'exécution du présent marché le cas échéant.

## **ARTICLE 6. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent marché, l'ASNR et le titulaire s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque partie est responsable des traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'ASNR et supprimées si nécessaires à l'issue du contrat.

## **ARTICLE 7. PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

### **7.1 PRIX TECHNIQUE**

Conformément à l'article R2112-6 du Code de la commande publique, les prix définitifs des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix unitaires, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Le montant définitif de l'accord-cadre sera établi à son terme, en fonction des prestations complémentaires réalisées sur devis, par l'intermédiaire des ordres de service émis par l'ASNR valant marchés subséquents.

## 7.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle et d'utilisation des résultats telle que précisée au présent CCAP. Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Ils intègrent notamment les frais de mise en service, entretien, maintenance et réapprovisionnement des consommables, les frais de supplément ou de retrait d'équipements ou consommables, les frais de participation pour l'environnement, et l'ensemble des fournitures, logiciels et matériels nécessaires à la fabrication et à la rédaction de tous livrables remis.

Les prix indiqués dans le marché sont hors TVA. Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Selon la typologie des prestations commandées, des frais de déplacements et de port pourront être appliqués par le titulaire à l'ASNR.

## 7.3 PRIX ECONOMIQUE – VARIATION DES PRIX

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres qui est appelé « mois zéro » ou M0 et fixé au mois de **mai 2025**.

Les prix sont révisibles lors de la reconduction du marché, soit à la 2<sup>ème</sup> (01/10/2027) et 3<sup>ème</sup> dates (01/10/2028) anniversaires de la date de démarrage effectif d'exécution du marché, selon la formule suivante :

$$P_N = P_{\text{mois zéro}} \times Cr$$

$P_N$	=	prix HT révisés au titre de l'année de révision N.
$P_{\text{mois zéro}}$	=	prix HT établis aux conditions économiques du mois de <b>mai 2025</b>
$Cr$	=	coefficient de révision.

avec :

$$Cr = 0,30 + [0,70 \times (PABNA - M_N / PABNA - M_{T0})]$$

$PABNA - M_{T0}$  = valeur de l'indice INSEE des prix à la consommation - Base 2015 « Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 01 - Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (identifiant 001763867) définitive connue à la date d'établissement du contrat, soit la valeur de **février 2025 (133,33)**

**PABNA – M<sub>N</sub>** = valeur de l'indice INSEE des prix à la consommation - Base 2015 « Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 01 - Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (identifiant 001763867) **définitive connue à la date de la révision des prix**

L'arrondi se fera au millième supérieur.

Cet indice est consultable à l'adresse : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763867>

### 7.3.1 Clause de sauvegarde et butoir

#### Clause de sauvegarde

L'ASNR se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations en cas d'augmentation de plus de cinq (5) % par rapport aux prix initiaux.

Cette décision de résiliation est notifiée au titulaire dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception des nouveaux tarifs par l'ASNR.

Néanmoins, si des circonstances particulières devaient entraîner une augmentation supérieure au pourcentage fixé ci-dessus, le titulaire devra adresser à l'ASNR un courrier expliquant les raisons qui justifient ce réajustement exceptionnel des prix.

#### Clause butoir

Si l'augmentation de prix résultant de la révision est supérieure à cinq (5) %, l'ASNR se réserve la possibilité de bloquer la révision au taux indiqué.

## ARTICLE 8. MODALITES DE PAIEMENT

### 8.1 AVANCES ET ACOMPTES

#### Avance

Le titulaire, sauf s'il y renonce en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement, bénéficie dans le cadre d'un accord-cadre ne comportant pas de minimum fixé en valeur, de l'avance lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Son taux est de 5 % ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises du montant initial TTC ; les modalités de calcul du montant de l'avance et de remboursement étant respectivement précisées à l'article R2191-6 et suivants du Code de la commande publique, et R2191-11 du même Code.

En application de l'article R2191-15 du Code de la commande publique, et dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au titulaire pour chaque reconduction dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-11 du Code.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre, et le montant de l'avance affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

### Acompte

Le présent marché donne droit au paiement d'**acomptes mensuels**, dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

## **8.2 PAIEMENT ET DELAI DE PAIEMENT**

Le paiement sera réalisé sur le budget de l'ASNR qui se libèrera des sommes dues par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la réception de la facture conforme par l'ASNR.

Les paiements sont effectués **mensuellement à terme échu** selon les règles de la comptabilité publique sur présentation d'une facture, et après admission des prestations et certification du service fait par l'ASNR.

Conformément à l'article 5.4 du CCTP, les factures indiqueront pour chaque site, pour chacun des distributeurs automatiques, les relevés détaillés de consommation, les coûts afférents à chaque machine autonome, et les consommables achetés pour celles-ci.

## **8.3 RETARD DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES**

En application de l'article L2192-12 et L2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1er sur la base provisoire des sommes admises par l'ASNR. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## 8.4 FACTURATION

Le paiement est effectué sur présentation d'une facture électronique déposée sur CHORUS PORTAIL PRO (CPP - <https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le titulaire transmet :

<ul style="list-style-type: none"><li>• une facture pour le lot n°2,</li><li>• une facture regroupant les sites de Fontenay-aux-Roses, du Vésinet, de Saclay et d'Orsay,</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• une facture pour le site de Montrouge,</li></ul>
qui devront toutes les deux impérativement <b>référer l'ASNR via son SIRET n° 130 001 803 00035</b>	qui devra référencer l'ASNR via son SIRET n° <b>130 001 803 00027</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>○ comporter, outre les mentions légales obligatoires, le numéro de commande associé mentionné sur la page de garde de l'acte d'engagement,</li><li>○ le cas échéant le numéro de l'ordre de service,</li><li>○ et les références bancaires ou postales du compte du fournisseur à créditer.</li></ul>	

Toute facture incomplète ou parvenant avant les échéances contractuelles concernées sera réputée non conforme et sera renvoyée à l'émetteur par le biais de CPP. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres des versements est :

Monsieur le Président de l'ASNR  
15 rue Louis Lejeune  
92120 MONTRouGE

Le comptable assignataire des versements est :

Service du contrôle budgétaire et comptable du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (SCBCM - MTECT) GRANDE ARCHE DE LA DEFENSE- PAROI SUD 92055 La Défense cedex Tél. 01 40 81 67 21	ASNR CENTRE-COMPTABLE / SFACT Boîte postale n°17 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
---	--

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R2191-59 du Code de la commande publique est : Monsieur le Président de l'ASNR

## ARTICLE 9. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre prévoit la possibilité pour l'ASNR de faire évoluer ou d'ajuster certaines conditions d'exécution du contrat, dont notamment :

- les modalités d'exécution des prestations, notamment en cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant une évolution des prestations et fournitures,
- l'extension ou diminution du périmètre technique initial du marché (notamment typologie des machines, sites concernés, ...),



- l'ajout de nouveaux prix dans l'annexe financière par devis (**cf article 5.4 du présent CCAP**), si l'exécution des prestations décrites dans le CCTP nécessite de mettre en œuvre des prestations complémentaires en lien avec l'objet du marché non chiffrées dans l'annexe financière, mais devenues nécessaires à l'accomplissement des prestations,
- l'identification de nouvelles prestations,
- les conséquences sur l'équilibre financier de l'accord-cadre en cas d'évolution importante du coût des matières premières.

Le réexamen des conditions d'exécution du contrat s'opère lors des réunions de suivi des prestations, et donne lieu à la formalisation des évolutions au sein d'un procès-verbal signé par les parties, valant modification du marché (au sens de l'article R2194-1.1° du Code de la commande publique) ; à l'exception de l'ajout de nouveaux prix dans l'annexe financière s'opérant par simple devis.

## **ARTICLE 10. PLAN DE PROGRES**

Dans le cadre d'une démarche de progrès permanent, les parties conviennent d'élaborer un plan de progrès à l'initiative du titulaire à la date anniversaire de la date de démarrage d'exécution du marché, précisant notamment les objectifs, les axes de progrès possibles, les indicateurs de mesure/suivi, une quantification des gains financiers et/ou non financiers potentiels, ainsi qu'un planning de mise en œuvre des actions pouvant engendrer ces progrès.

De manière générale, le titulaire s'engage durant l'exécution des prestations à :

- à accroître la satisfaction des utilisateurs,
- à fournir des prestations de qualité permanente dans le respect du service attendu par l'ASNR,
- à améliorer en permanence les aspects sécurité, qualité et environnement liés à la réalisation des prestations,
- à baisser son impact carbone des prestations de transports notamment, mobilisée dans le cadre de l'exécution des prestations,
- à faire profiter l'ASNR de tous les progrès de la technique, ainsi que de toutes les améliorations possibles en termes de méthodes, d'organisation, d'optimisation des processus, d'innovation, de matériaux et d'outillages mis en œuvre lors de l'exécution des prestations.

La première année d'exécution effective des prestations est considérée comme une année de mise en place et de connaissance. Le titulaire devra néanmoins faire une proposition de plan de progrès pour la deuxième année d'exécution du marché à l'ASNR au plus tard deux (2) mois avant la fin de la 1ère année. Cette proposition est ajustée et validée par l'ASNR au plus tard à la fin de la première année d'exécution des prestations.

Les actions de progrès et les gains qui en résultent sont constatés conjointement par l'ASNR et le titulaire à l'occasion des réunions de suivi.

S'agissant des années ultérieures, les pistes de progrès mises en œuvre les années précédentes seront ajustées ou revues, le cas échéant, en fonction des besoins/évolutions constatés.

## **ARTICLE 11. PRESTATIONS SIMILAIRES**

Sans objet.

## **ARTICLE 12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **12.1 OBLIGATION DE RESULTAT**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans le cadre de l'exécution du présent marché, à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations, et a pour obligation d'informer l'ASNR dès lors qu'il identifierait un conflit d'intérêt relatif à l'objet des prestations, susceptible de compromettre la neutralité de l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

A défaut d'une information du titulaire, l'ASNR pourra résilier le contrat de façon unilatérale, sans préavis et sans indemnités pour le titulaire.

Le titulaire s'engage à affecter le personnel et le matériel nécessaires tant en nombre qu'en qualification pour effectuer les prestations qui lui seront confiées au titre du présent marché. Il doit s'assurer d'obtenir les niveaux de qualité requis et définis au cahier des charges.

### **12.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

Si avant la notification du marché ou au cours de son exécution, le titulaire reçoit communication à titre secret ou confidentiel de renseignements ou documents, il est tenu d'en maintenir la confidentialité.

Le titulaire s'engage formellement tant pour lui-même que pour ses collaborateurs, à ne jamais communiquer ni publier en France et/ou à l'étranger, sans autorisation préalable et écrite de l'ASNR, les résultats issus des prestations effectuées ainsi que les renseignements de toute nature dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution des missions que lui confie l'ASNR, et cela, sans limitation dans le temps.

Tous les documents qui seront remis au prestataire pour les besoins de la prestation ne seront utilisés que dans le cadre strict de cette prestation et seront rendus à l'issue de la prestation.

Les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles déjà connues du public.

## **ARTICLE 13. OBLIGATIONS DE L'ASNR**

L'ASNR s'engage à communiquer au titulaire toutes les données, informations et documents qui sont en sa possession et qui sont utiles à la réalisation des prestations.

L'ASNR garantit le titulaire de toute action relative aux droits de propriété desdites données, informations et études mises à sa disposition.

L'ASNR s'engage à faciliter l'accès du titulaire aux informations détenues par ses soins, relatives à l'objet du marché.

## **ARTICLE 14. PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités peuvent s'appliquer à chaque constat de manquement aux obligations contractuelles sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, et à compter du lendemain du jour ou de l'heure où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités sont cumulables entre elles, ne présentent aucun caractère libératoire, le titulaire étant redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Le titulaire ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités ; et leur application ne prive pas l'ASNR de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'ASNR.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant des pénalités est plafonné à trente (30) % du montant de la facture.

L'ASNR peut appliquer une pénalité forfaitaire pour chaque constat de retard d'exécution, d'inexécution totale ou partielle, d'un montant de deux cents (200) euros par jour ouvré ou par manquement, constaté à compter de la date contractuelle.

En cas de prolongation des délais d'exécution convenue d'un commun accord entre les parties et formalisée par email, le titulaire est exonéré de l'application des pénalités de retard.

### **14.1 MODALITES DE TRAITEMENT**

Les pénalités sont prélevées par précompte sur les sommes dues au titre d'acompte ou de solde.

## **ARTICLE 15. NANTISSEMENT**

En cours d'exécution du marché, le titulaire qui souhaite céder ou nantir sa créance, en informe l'ASNR qui lui communique :

- soit un certificat de cessibilité,
- soit une copie de l'original de l'acte d'engagement revêtu d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

## **ARTICLE 16. DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET EXECUTION DES PRESTATIONS A SES FRAIS ET RISQUES**

En cas d'inexécution, de prestations qui par leur nature, ne peuvent souffrir d'aucun retard, ou si l'exécution des prestations entraîne un retard compromettant du fait du titulaire ou le non-respect des dispositions relatives à la confidentialité, l'ASNR peut de plein droit passer une commande de substitution avec un autre prestataire aux frais et risques du titulaire défaillant, y compris dans le cas où ces faits n'entraînent pas la résiliation du marché.

Le titulaire doit fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de la commande de substitution par le tiers désigné par l'ASNR.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### **ARTICLE 17. RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASNR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et notamment :

- pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour les vols et détérioration du matériel de l'ASNR dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'ASNR, les salariés et agents de l'ASNR, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le titulaire renonce à tout recours contre l'ASNR pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ASNR.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASNR et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **ARTICLE 18. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'ASNR les modifications survenant au cours de l'exécution des prestations du présent marché. En cas de manquement à cette obligation, l'ASNR ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire s'engage à fournir :

- pour lui-même et, le cas échéant, pour le compte de son ou de ses cotraitants(s)/sous-traitant(s), tous les six (6) mois à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail,
- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents

Ces documents sont déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASNR à l'adresse suivante : [www.e-attestations.fr](http://www.e-attestations.fr)

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution de l'accord-cadre, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

L'ASNR se réserve le droit de résilier le marché, en cas de manquement du titulaire aux obligations visées ci-dessus.

## **ARTICLE 19. RESILIATION**

### **19.1 GENERALITES**

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'ASNR au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse, à l'exception d'une résiliation en raison du non-respect des dispositions relatives au périmètre géographique ou confidentialité qui ne requiert aucune mise en demeure préalable.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASNR informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

### **19.2 RESILIATION EN CAS D'EVENEMENTS EXTERIEUX AU MARCHE**

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-FCS.

### **19.3 RESILIATION EN CAS D'EVENEMENTS LIES AU MARCHE**

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

#### **En cas de cession du marché**

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

#### **En cas de faute du Titulaire**

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 20. REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, il sera fait application des dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

Le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise.

## **ARTICLE 21. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE**

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 22. ANNEXES AU CCAP**

Annexe 1	Sans objet
----------	------------